

## [Traduction]

Honorables sénateurs, le gouvernement actuel a nos intérêts à cœur, a les intérêts de tous les Canadiens à cœur, non seulement en s'efforçant de résoudre aujourd'hui nos problèmes, mais encore en luttant pour léguer un pays riche à nos enfants et petits-enfants. L'unité nationale est l'une des choses que ceux-ci hériteront de nous. C'est l'unité qui assurera la prospérité de notre pays et nous voulons léguer un pays prospère aux générations futures. Écoutons donc le gouvernement actuel qui vise parmi ses plus importants objectifs à garder notre pays uni dans l'harmonie.

Le fédéralisme renouvelé ne profitera pas seulement au Québec. On a tort de croire que le Québec est la seule province canadienne à réclamer des droits. Toutes les autres en font autant. Chacune a des besoins particuliers et réclame les pouvoirs qui lui permettront de défendre ses intérêts. Les provinces de l'Ouest, par exemple, sont mécontentes de leur représentation au Sénat et réclament une réforme en profondeur. Les autochtones du Canada ont aussi de graves problèmes à résoudre.

Honorables sénateurs, la question est par conséquent de savoir quel compromis doit faire le Québec pour satisfaire le reste du pays et ce que les autres provinces doivent accepter pour garder le Québec dans le Canada. En fait, la question est vraiment de savoir ce que nous devons tous faire pour sauver notre pays.

Comment se fait-il que nous cherchions à empêcher l'éclatement du Canada alors que partout ailleurs dans le monde—à l'exception de la Yougoslavie, de l'Union soviétique et peut-être de l'Irak—la tendance est à l'unification? Pendant que les autres pays cherchent à se regrouper pour affronter la concurrence économique continentale, on parle ici de se séparer si aucune entente n'est conclue.

Nous sommes en plein débat émotionnel où personne n'écoute. Nous créons des partis politiques radicaux, tels le Bloc québécois au Québec et le Parti réformiste dans l'Ouest, qui essaient chacun de tout avoir. La presse s'en mêle aussi en lançant des slogans provocateurs et l'animosité s'installe finalement entre les anglophones et les francophones sans que ni les uns ni les autres ne comprennent vraiment leurs points de vue respectifs. La prochaine ronde de négociations sera pleine de risques et constituera l'effort ultime. Cette dernière tentative de renouveler le fédéralisme ne sera valable que dans la mesure où le Québec et les autres provinces sont prêts à faire preuve de bonne foi.

L'objectif visé est donc d'amender la Constitution. Comme la constitution d'un pays reflète les aspirations et les valeurs de ses citoyens, il est d'importance critique que chacun puisse y voir son reflet et qu'elle suscite un sentiment d'appartenance chez eux. Je sais qu'il sera très difficile de résoudre en moins de deux ans ce que nous n'avons pu résoudre en plus de cent. De fait, nous nous disputons depuis 125 ans. Il n'est pas facile de réfuter cette observation, mais il existe sûrement des moyens pour arriver à une entente. Bref, il nous faut réorganiser notre structure constitutionnelle. Nous devons trouver une constitution qui sera le reflet d'un pays que nous pourrions reconnaître.

Honorables sénateurs, nous vivons tous dans la même maison, mais pas dans la même pièce. Se nous voulons sauve-

garder l'atmosphère familiale qui nous permettrait de vivre ensemble, le respect et la tolérance des uns envers les autres sont essentiels. Si le Québec ne se sent plus chez lui, s'il se sent aliéné du reste de la famille canadienne, parce que personne ne veut faire de concessions, tout est possible. Honorables sénateurs, nous devons agir avant qu'une telle chose se produise.

## [Français]

Lorsque j'écoutais des critiques dire que le gouvernement fait tout en fonction de l'avenir et rien pour aujourd'hui, je suis resté stupéfait. Pour moi, ce que nous bâtissons pour demain, nous le faisons pour aujourd'hui car le demain d'hier est maintenant aujourd'hui.

Bien qu'il ne plaise pas à certains, le Discours du Trône est à mon sens porteur d'espoir: l'espoir d'un avenir fleurissant après la tempête que nous avons traversée soit une récession, et disons-le franchement, qui serait survenue sous quelque autre gouvernement que ce soit.

Notre gouvernement est conscient qu'il entame une nouvelle session où des moments historiques se dérouleront tour à tour. Notre gouvernement est prêt à relever les défis qui s'offrent à lui et prend à cœur le rôle décisif qu'il aura à jouer dans l'édification de notre pays. Ces objectifs d'unité, de prospérité et d'efficacité gouvernementale véhiculés dans le Discours du Trône le démontrent bien. Il reprend nos vieux problèmes mais repart avec une nouvelle vigueur en vue, et je cite: «de rallier les Canadiens et les Canadiennes autour d'une entente renouvelée».

Honorables sénateurs, nous participerons aussi à écrire ces importantes pages de l'histoire et les décisions que nous prendrons seront cruciales. C'est donc avec sagesse, tolérance, respect et sans partisanerie politique que nous devons travailler ensemble pour assurer le bien-être de la future génération.

**L'honorable Maurice Riel:** Je voudrais poser une question à l'honorable sénateur. Vous avez bien dit plus tôt, sénateur Grimard, que nous étions dans une situation émotionnelle. Ce sont bien les mots que j'ai compris. Est-ce que l'on peut convenir entre personnes de bonne volonté, je dirais même entre Canadiens de bonne volonté, j'ajouterais entre Québécois de bonne volonté, puisque nous nous connaissons depuis si longtemps, que cette situation psychologique, comme vous l'avez dit, dans laquelle sont intervenus des politiciens, des médias et toutes sortes d'autres composantes pourraient se résorber si nous adoptions des mesures pour adoucir et modérer ce climat qui est en somme un climat de psychose, un climat de développement psychologique où participent, par exemple, des institutions nationales comme Radio-Canada (on n'a pas besoin de faire de grands dessins, pour se comprendre), qui à longueur de journée font de la propagande pour provoquer l'animosité et le désir de séparation chez des gens qui ont des sentiments, quand on leur parle à froid, bien plus modérés. Je vous pose cette première question.

**Le sénateur Grimard:** Honorables sénateurs, je dois vous dire que c'est un grand honneur pour moi que vous me posiez une question. Je suis ici au Sénat depuis le 27 septembre 1990 et c'est la première fois que vous faites l'honneur au Sénat et surtout à moi, de vous lever pour parler. Je considère cela comme un grand honneur. C'est avec un grand plaisir que je vais vous répondre.